



Free photo / Pixabay

LA CONSOMMATION D'ALCOOL EN ÎLE-DE-FRANCE

RÉSULTATS DU BAROMÈTRE DE SANTÉ PUBLIQUE FRANCE 2017

La consommation d'alcool est la deuxième cause de mortalité évitable en France derrière le tabac. En 2015, elle était responsable de 41 000 décès par an. À cela doit s'ajouter la prise en compte des nombreuses morbidités (cancer, maladie alcoolique du foie, démence, syndrome d'alcoolisation fœtale...).

Dans la mesure où la consommation d'alcool est fortement différenciée selon les régions, il apparaît pertinent de s'intéresser à cette échelle géographique. Cette étude vise à estimer la proportion de personnes déclarant consommer de l'alcool (consommation hebdomadaire et quotidienne) en Île-de-France. Elle s'intéresse également aux ivresses, aux alcoolisations ponctuelles importantes, ainsi qu'à la consommation d'alcool durant la grossesse et à l'impact potentiel de la consommation d'alcool de l'entourage durant l'enfance.

L'ensemble des analyses met l'accent sur la comparaison des données franciliennes par rapport à celles observées dans le reste de la France métropolitaine et présente également certains résultats par département.

Auteurs : Alexandre Lesage, Catherine Embersin-Kyprianou
Directrice de publication : Isabelle Grémy

SOMMAIRE

- 2 Introduction
- 3 Résultats
- 3 Consommation hebdomadaire d'alcool
- 7 Consommation quotidienne d'alcool
- 11 Ivresses
- 16 Alcoolisation ponctuelle importante
- 20 Consommation d'alcool et grossesse
- 21 Influence de l'entourage durant l'enfance et l'adolescence
- 22 Discussion
- 25 Conclusion et perspectives
- 26 Références

Introduction

La consommation d'alcool est la deuxième cause de mortalité évitable en France derrière le tabac. Selon les estimations les plus récentes, 41 000 décès lui étaient attribuables en 2015, soit 7 % de l'ensemble des décès parmi les plus de 15 ans [1]. La consommation d'alcool est également source de nombreuses pathologies et de dommages pour soi et autrui, se manifestant aussi bien à travers une consommation ponctuelle (accidents de la route, violences, coma éthylique...) qu'à plus long terme (cancers, maladies cardiovasculaires et digestives...) [2,3,4].

En France, les données de vente montrent que la consommation d'alcool a connu une baisse depuis 1960 mais que cette tendance stagne depuis quelques années [5].

Loin d'être uniforme, la consommation d'alcool se répartit de manière très inégale au sein de la population. Selon les estimations du Baromètre santé 2017, 5,4 % de la population de France métropolitaine âgée de 18-75 ans déclarait n'avoir jamais consommé d'alcool au cours de la vie tandis que 10,0 % de la population la plus consommatrice dans l'année consommait 58,0 % du volume total de boissons alcoolisées [6].

Afin de limiter les risques pour sa santé, les recommandations en matière de consommation d'alcool préconisent de ne pas consommer plus de deux verres par jour, dix verres par semaine et d'avoir des jours sans consommation dans la semaine. A ce titre, il était estimé qu'en 2017, 23,6 % des Français âgés de 18-75 ans (soit environ 16,6 millions de personnes) dépassaient ce repère de consommation [7].

La consommation d'alcool est également marquée par d'importantes différences régionales [8]. En s'intéressant par exemple à la prévalence régionale standardisée de la consommation quotidienne d'alcool parmi les adultes de 18-75 ans, cette dernière apparaissait plus faible en Île-de-France, en Normandie et dans les Pays de la Loire tandis qu'elle était plus importante dans les Hauts-de-France, en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie.

Ainsi cette étude vise à estimer la proportion de personnes déclarant consommer de l'alcool (consommation hebdomadaire, quotidienne ainsi que les consommations plus intensives telles que les ivresses ou les alcoolisations ponctuelles importantes), leurs évolutions entre 2005 et 2017 et leurs facteurs associés. Un autre volet s'intéresse à la consommation d'alcool chez les femmes enceintes et à l'influence potentielle de l'entourage au cours de l'enfance et de l'adolescence.

Résultats

En Île-de-France, 80,7 % des personnes de 18-75 ans déclaraient avoir consommé de l'alcool au cours de l'année. Cette proportion s'établissait à 87,9 % hors Île-de-France ($p < 0.001$).

Parmi les hommes résidant en Île-de-France, 84,2 % en ont consommé au moins une fois dans l'année. Cette proportion était significativement plus faible que dans les autres régions (90,8 %). Le même constat peut être fait pour les femmes, avec une proportion de consommatrices dans l'année plus faible en Île-de-France (77,5 %) que dans le reste de la France (85,2 %).

Consommation hebdomadaire d'alcool

Depuis 2010, la consommation hebdomadaire d'alcool a connu une baisse significative en Île-de-France et hors Île-de-France

En 2017, la proportion de personnes consommant de l'alcool de façon hebdomadaire était plus faible en Île-de-France (35,3 %) que dans les autres régions (41,2 %). Les hommes déclaraient plus fréquemment en consommer de façon hebdomadaire, aussi bien en Île-de-France que dans le reste de la France métropolitaine (45,4 % des hommes résidant en Île-de-France avaient une consommation hebdomadaire contre 26,0 % pour les femmes).

Au cours des années précédentes (2005, 2010), la proportion de consommateurs hebdomadaires d'alcool était également plus faible en Île-de-France que dans le reste de la France métropolitaine (Figure 1).

En Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire s'est rapprochée sur la période 2010-2017 entre les différentes classes d'âge

Entre 2005 et 2010, la proportion de Franciliens déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire a augmenté significativement parmi les personnes âgées de 18 à 30 ans (Figure 2a). A l'inverse, cette proportion a diminué entre 2010 et 2017 parmi les personnes âgées de 31 à 75 ans ($p < 0.01$). En 2017, l'écart dans la proportion de consommateurs hebdomadaires d'alcool entre les différents groupes d'âge parmi les 18-60 ans apparaissait plus faible qu'au cours des périodes précédentes.

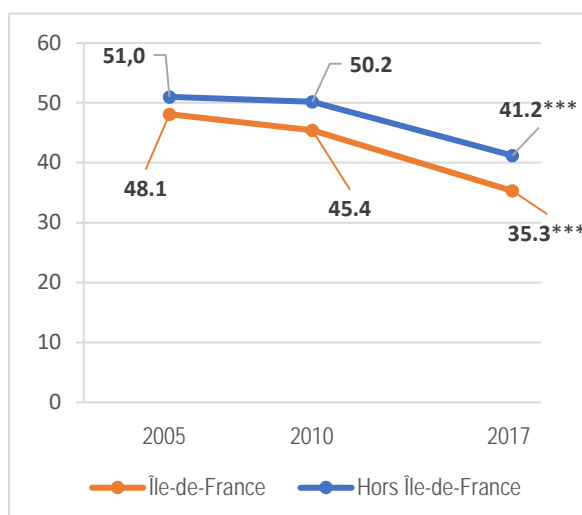
Hors Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire a augmenté parmi les 18-30 ans et diminué

parmi les 46-60 ans ($p < 0.01$) entre 2005 et 2010. Entre 2010 et 2017, cette proportion a diminué pour l'ensemble des 18-75 ans ($p < 0.01$). Quelle que soit l'année, la proportion de personnes déclarant avoir bu de l'alcool de façon hebdomadaire était plus faible parmi les 18-30 ans et plus importante parmi les 61-75 ans.

Au niveau du diplôme, la consommation hebdomadaire a connu une hausse proche de la significativité parmi les personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au bac ($p = 0.0616$) entre 2005 et 2010 (Figure 2b). Cette proportion a ensuite diminué de façon significative entre 2010 et 2017, quel que soit le niveau de diplôme. En 2005, comme en 2010 ou en 2017, cette proportion était plus importante parmi les plus diplômés.

Hors Île-de-France, aucune évolution significative n'était observée entre 2005 et 2010 tandis qu'entre 2010 et 2017, la proportion de personnes déclarant une consommation hebdomadaire a diminué, pour tout niveau de diplôme. Comme en Île-de-France, cette proportion était plus importante parmi les diplômés du supérieur. Enfin, il faut noter que les écarts entre les diplômés du supérieur et le reste de la population y apparaissaient plus faibles qu'en Île-de-France.

Figure 1 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir consommé de l'alcool au moins une fois par semaine au cours de l'année selon le lieu de résidence entre 2005 et 2017, en %



Les * indiquent une évolution significative entre deux années : * $p < 0.05$; ** $p < 0.01$; *** $p < 0.001$ (test du χ^2 à 5 %)

Note : Les proportions en gras indiquent une différence significative au seuil de 5 % entre celle observée en Île-de-France et dans le reste de la France métropolitaine pour une année donnée.

HIDF : Hors Île-de-France.

Source : Baromètres de Santé publique France 2005, 2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France.

Revenus par tercile

Pour le revenu, nous avons pris en compte celui du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC).

Selon la définition de l'Insee, 1 UC est attribuée au premier adulte du ménage, 0,5 pour les autres personnes de 14 ans et plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. Les revenus par UC ont ensuite été ordonnés en trois groupes d'effectifs égaux, correspondant à des terciles ; le 1^{er} tercile correspond au tiers disposant des plus faibles revenus et le 3^e tercile au tiers disposant des revenus les plus élevés.

En termes de revenus, la consommation hebdomadaire d'alcool n'a pas connu d'évolution significative en Île-de-France entre 2005 et 2010 tandis qu'entre 2010 et 2017, une baisse significative était observée pour les personnes ayant des revenus moyens et élevés (deux derniers terciles de revenu, Figure 2c) et une baisse proche de la significativité était observée pour les personnes disposant de faibles revenus (premier tercile, $p=0,0699$). En 2017, comme lors des années précédentes, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire augmentait avec le niveau de revenu. Toutefois, depuis 2010, les écarts de proportion entre les personnes appartenant au premier tercile et celles appartenant au second tercile ont eu tendance à se réduire.

Dans le reste de la France métropolitaine, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire a diminué de manière significative pour les personnes disposant de revenus faibles et moyens entre 2005 et 2010. Une nouvelle baisse significative était observée au cours de la période 2010-2017, cette fois ci pour tout niveau de revenu. Comme en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool augmentait avec le niveau de revenu.

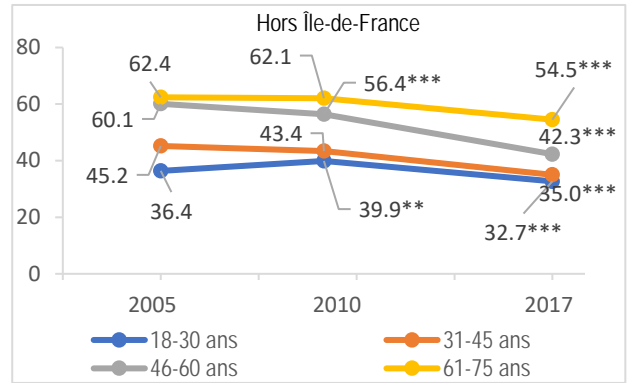
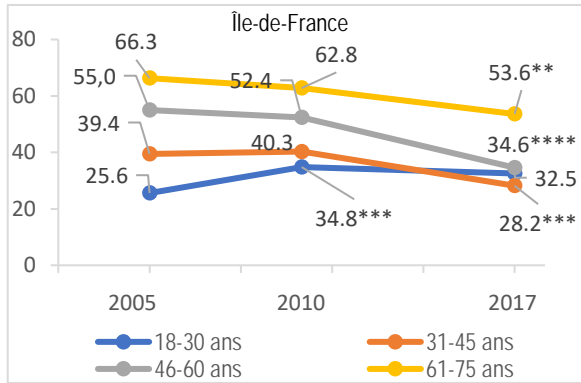
Enfin vis-à-vis de la situation professionnelle, la consommation hebdomadaire d'alcool a augmenté de manière significative parmi les étudiants entre 2005 et 2010 en Île-de-France (Figure 2d, $p<0.05$). Au cours de la période 2010-2017, cette proportion a diminué significativement parmi les inactifs hors étudiants et les personnes en emploi ($p<0.001$). Ainsi en 2017, la consommation hebdomadaire d'alcool était plus importante parmi les inactifs hors étudiants tandis qu'elle apparaissait plus faible parmi les étudiants. Plus globalement, les écarts en matière de consommation hebdomadaire selon la situation professionnelle ont eu tendance à se réduire sur la période 2005-2017.

Hors Île-de-France, une baisse significative était observée entre 2005 et 2010 parmi les personnes en emploi et, entre 2010 et 2017, pour toutes les situations professionnelles. Comme en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir eu une consommation hebdomadaire était plus importante parmi les inactifs hors étudiants et plus faible parmi les étudiants. Alors qu'en 2005, deux groupes semblaient se distinguer (personnes en emploi et inactifs hors étudiants vs étudiants et personnes au chômage), cela n'était plus le cas en 2017 où la proportion de consommateurs hebdomadaires était significativement différente d'un groupe à l'autre.

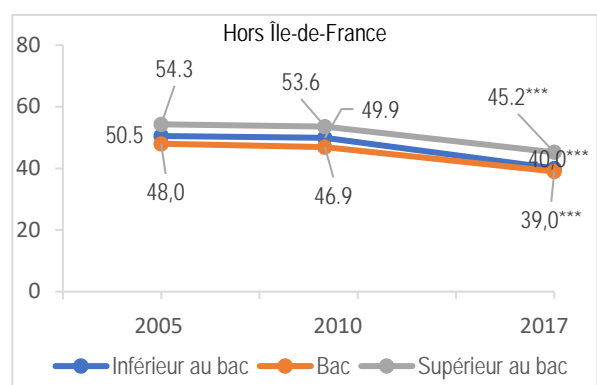
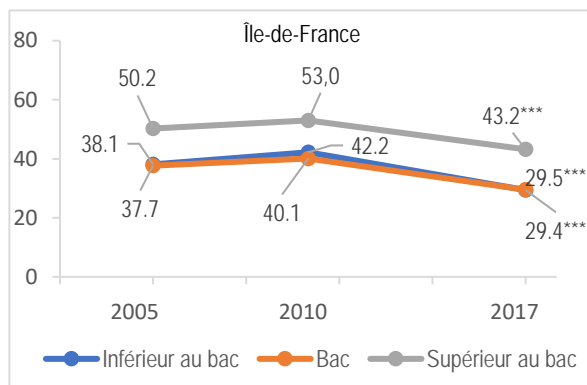
L'analyse des facteurs associés au fait de déclarer avoir consommé de l'alcool au moins une fois par semaine en Île-de-France en 2017 confirme que la consommation hebdomadaire d'alcool était moins fréquente chez les femmes, les personnes âgées de 31-45 ans par rapport aux 18-30 ans. À l'inverse elle était plus importante parmi les personnes de 61-75 ans, les plus diplômées et celles disposant des revenus les plus élevés (Tableau 1).

En ajoutant le fait d'habiter ou non en Île-de-France à l'analyse multivariée, habiter dans cette région reste associé à une plus faible probabilité de déclarer consommer de l'alcool de façon hebdomadaire plutôt que d'habiter dans le reste de la France métropolitaine.

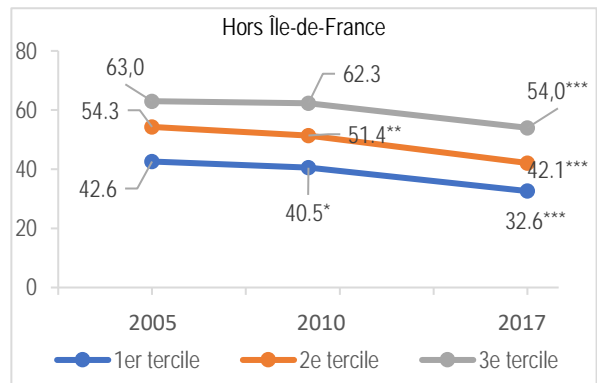
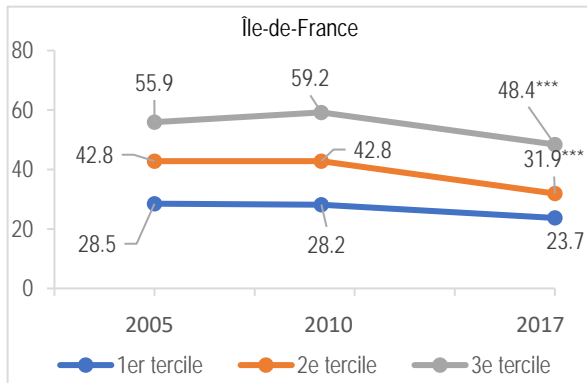
Figure 2 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir consommé de l'alcool au moins une fois par semaine au cours de l'année selon l'âge, le niveau de diplôme, de revenu et la situation professionnelle, en %
2a - Par âge



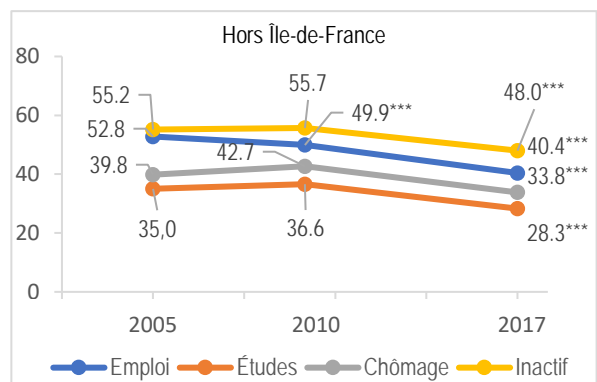
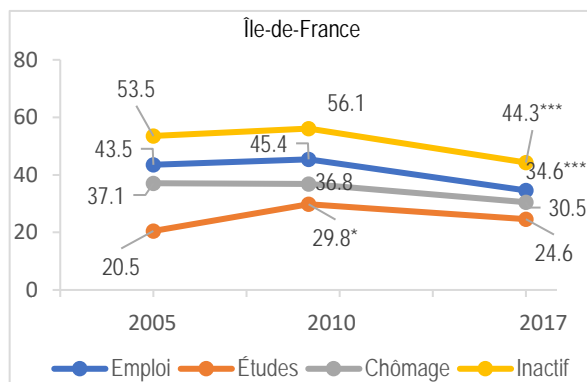
2b - Par diplôme



2c - Par revenu



2d - Par situation professionnelle



Les * indiquent une évolution significative entre deux années :
* p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %)

Source : Baromètres de Santé publique France 2005,2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 1 : Facteurs associés au fait de déclarer avoir consommé de l'alcool au moins une fois par semaine au cours de l'année en Île-de-France, en 2017, chez les personnes de 18-75 ans (N = 4 393)

	ORa	IC
Sexe		
Homme	ref.	
Femme	0,4***	[0,3;0,5]
Age		
18-30 ans	ref.	
31-45 ans	0,7**	[0,5;0,9]
46-60 ans	1,0	[0,7;1,2]
61-75 ans	2,2***	[1,5;3,2]
Diplôme		
Inférieur au bac	ref.	
Bac	1,1	[0,9;1,4]
Supérieur au bac	1,8***	[1,4;2,1]
Revenu		
Premier tercile	ref.	
Second tercile	1,3*	[1,1;1,7]
Troisième tercile	2,2***	[1,7;2,8]
Refus/NSP	1,1	[0,7;1,6]
Situation professionnelle		
Emploi	ref.	
Étude	0,8	[0,6;1,1]
Chômage	1,2	[0,9;1,7]
Autre inactif	1,1	[0,8;1,5]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

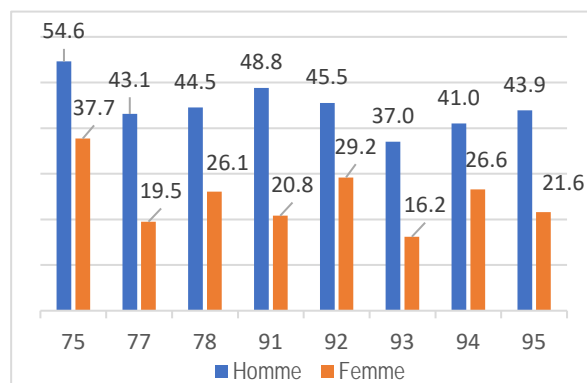
Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Analyse par département

C'est à Paris que la proportion de personnes déclarant boire de l'alcool au moins une fois par semaine était la plus importante (54,6 % des hommes et 37,7 % des femmes, Figure 3). A l'inverse les habitants de Seine-Saint-Denis étaient moins nombreux que ceux des autres départements franciliens à déclarer boire de l'alcool de façon hebdomadaire. Enfin les femmes habitant en Seine-et-Marne déclaraient moins fréquemment boire de l'alcool de façon hebdomadaire que celles habitant dans les autres départements d'Île-de-France.

Après ajustement sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme, le niveau de revenu et la situation professionnelle, habiter en dehors de Paris était associé à une plus faible probabilité de déclarer boire de l'alcool de façon hebdomadaire (Tableau 2).

Figure 3 - Proportion de Franciliens de 18-75 ans déclarant avoir consommé de l'alcool au moins une fois par semaine au cours de l'année par sexe selon le département de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 2 : Consommation hebdomadaire d'alcool dans l'année par département d'Île-de-France ajustée sur le sexe, l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle en 2017, chez les personnes de 18-75 ans (N = 4 393)

Paris – 75	ref.	IC
Seine-et-Marne – 77	0,6*	[0,4;0,8]
Yvelines – 78	0,6*	[0,5;0,8]
Essonne – 91	0,6*	[0,5;0,8]
Hauts-de-Seine – 92	0,8*	[0,6;1,0]
Seine-Saint-Denis – 93	0,5**	[0,4;0,7]
Val-de-Marne – 94	0,7*	[0,5;0,9]
Val-d'Oise – 95	0,7*	[0,5;1,0]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

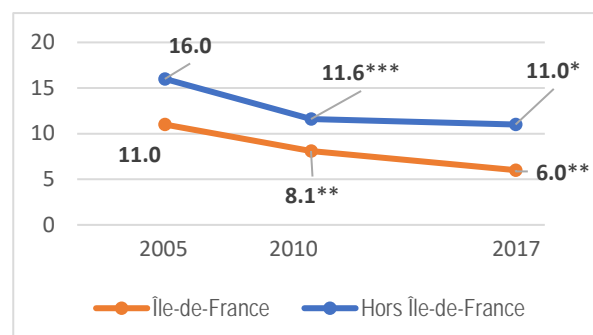
Consommation quotidienne d'alcool

En 2017, les Franciliens étaient moins nombreux que les non Franciliens à déclarer avoir consommé de l'alcool au cours de l'année (6,0 % contre 11,0 % hors Île-de-France), que ce soit chez les hommes ou chez les femmes. En Île-de-France, comme dans les autres régions, les hommes déclaraient plus fréquemment une consommation quotidienne d'alcool que les femmes (9,7 % des hommes résidant en Île-de-France avaient une consommation quotidienne d'alcool contre 3,8 % des Franciliennes).

Entre 2005 et 2017, la proportion de personnes déclarant avoir une consommation quotidienne d'alcool a diminué en Île-de-France et hors Île-de-France (Figure 4). Pour chaque année considérée, cette proportion était plus faible en Île-de-France que dans les autres régions.

La consommation quotidienne d'alcool a diminué entre 2005 et 2017, aussi bien en Île-de-France que dans les autres régions

Figure 4 - Évolution de la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool quotidiennement au cours de l'année selon le lieu de résidence entre 2005 et 2017, en %



Les * indiquent une évolution significative entre deux années : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %)

Note : Les proportions en gras indiquent une différence significative au seuil de 5 % entre celle observée en Île-de-France et dans le reste de la France métropolitaine pour une année donnée.

Source : Baromètres de Santé publique France 2005,2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Une baisse significative de la consommation quotidienne d'alcool était observée en Île-de-France, parmi les 46-75 ans entre 2005 et 2010 tandis qu'au cours de la période suivante, une baisse significative était observée parmi les 31-75 ans (Figure 5a). Bien qu'en 2017, les 61-75 ans et les 46-60 ans demeureraient être ceux qui déclaraient le plus fréquemment consommer de l'alcool de façon quotidienne, les écarts de proportion entre les 46-75 ans et le reste de la population apparaissaient plus faibles qu'en 2005 et 2010.

Entre 2005 et 2017, la consommation quotidienne d'alcool a fortement diminué parmi les 61-75 ans, les moins diplômés et les inactifs, en Île-de-France comme dans les autres régions

Dans les autres régions, une baisse était observée parmi les 31-75 ans entre 2005 et 2010 et parmi les 46-75 ans entre 2010 et 2017, rejoignant les tendances observées en Île-de-France.

Vis-à-vis du diplôme, la consommation quotidienne d'alcool a diminué en Île-de-France, une première fois entre 2005 et 2010 puis de nouveau entre 2010 et 2017 parmi les moins diplômés (Figure 5b). Ainsi, alors qu'en 2005 et en 2010, la proportion de personnes déclarant boire de l'alcool de façon quotidienne était significativement plus importante parmi les moins diplômés, les écarts de consommation selon le niveau de diplôme étaient plus faibles en 2017.

Hors Île-de-France, une baisse de la consommation quotidienne d'alcool était observée, pour tous les niveaux de diplôme entre 2005 et 2010 tandis qu'aucune évolution significative n'était observée entre 2010 et 2017. Bien qu'une baisse de la consommation quotidienne d'alcool était constatée hors Île-de-France chez les moins diplômés entre 2005 et 2017, en 2017, les écarts dans la proportion de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool entre les moins diplômés et le reste de la population étaient plus faibles en Île-de-France que dans les autres régions.

Au niveau du revenu, la proportion de Franciliens déclarant boire quotidiennement de l'alcool a diminué de manière significative entre 2005 et 2010 pour tout niveau de revenu (Figure 5c). Entre 2010 et 2017, cette proportion n'a diminué de façon significative que pour les personnes disposant de revenus moyens (second tercile). En 2017, comme au cours des années précédentes, la consommation quotidienne d'alcool était plus fréquemment déclarée parmi les personnes disposant de revenus élevés. Entre 2005 et 2017, une distinction s'est opérée dans la proportion de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool entre d'un côté les personnes disposant des revenus les plus élevés et de l'autre les personnes ayant des revenus faibles ou moyens.

Hors Île-de-France, la proportion de personnes déclarant consommer de l'alcool de façon quotidienne a diminué de manière significative entre 2005 et 2010 pour tout niveau de revenu tandis qu'aucune évolution significative n'était constatée entre 2010 et 2017. Ainsi, alors qu'en 2005 la proportion de personnes déclarant consommer de l'alcool quotidiennement n'était pas significativement différente entre les personnes ayant des revenus moyens et élevés, en 2010 et en 2017, les personnes disposant des revenus les plus élevés se démarquaient des autres par une proportion plus importante de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool.

Enfin, vis-à-vis de la situation professionnelle, en Île-

de-France, la proportion de personnes déclarant boire quotidiennement de l'alcool a diminué de manière significative parmi les personnes en emploi et dans une certaine mesure parmi les inactifs hors étudiants et les personnes en recherche d'emploi (Figure 5d, $p < 0,06$) entre 2005 et 2010. Entre 2010 et 2017, cette baisse fut observée de manière significative uniquement parmi les personnes en emploi. En 2017, la proportion de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool était plus importante parmi les inactifs hors étudiants, bien que cette proportion soit en baisse depuis 2005.

Hors Île-de-France, cette proportion a diminué significativement entre 2005 et 2010 parmi les personnes en emploi et a diminué, toujours de manière significative, entre 2005 et 2010 puis de nouveau entre 2010 et 2017 parmi les inactifs hors étudiants.

L'analyse des facteurs associés à la consommation quotidienne d'alcool confirme que cette dernière était moins importante parmi les femmes. À l'inverse, elle était plus importante parmi les personnes âgées de 46-75 ans, celles disposant de revenus élevés (troisième tercile) et les inactifs hors étudiants (Tableau 3).

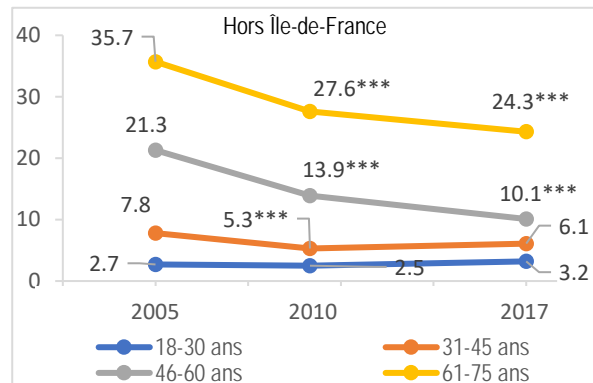
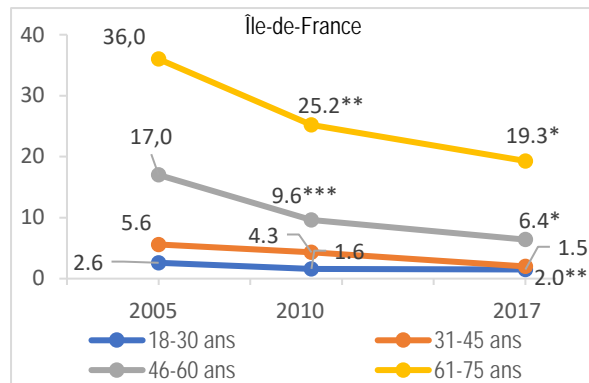
En ajoutant la variable « Île-de-France » à l'analyse multivariée, habiter cette région restait associé à une plus faible probabilité de déclarer consommer quotidiennement de l'alcool plutôt que d'habiter dans le reste de la France métropolitaine.



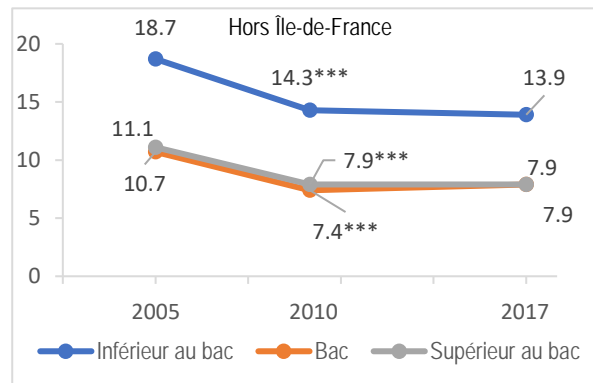
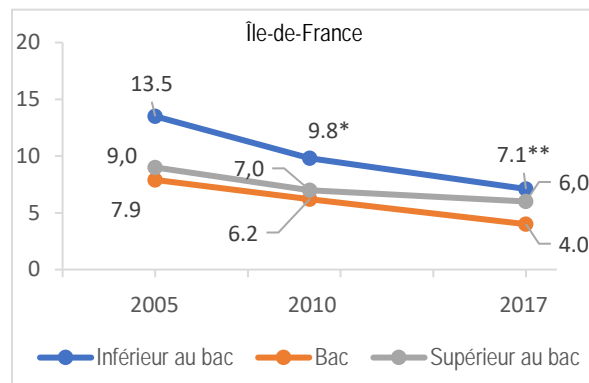
Rudolf Langer de Pixabay

Figure 5 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir consommé de l'alcool quotidiennement au cours de l'année selon l'âge, le niveau de diplôme, de revenu et la situation professionnelle, en %

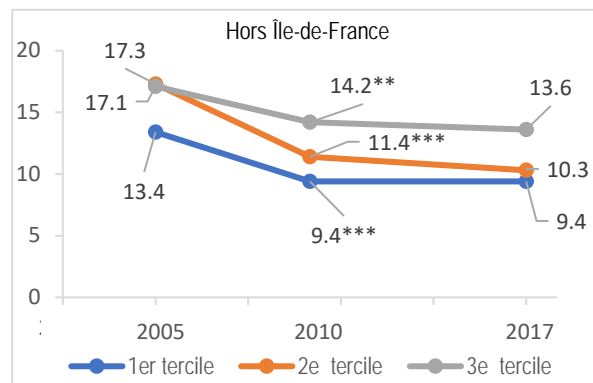
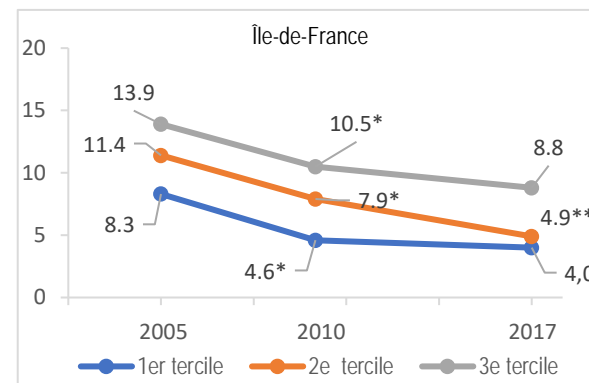
5a Par âge



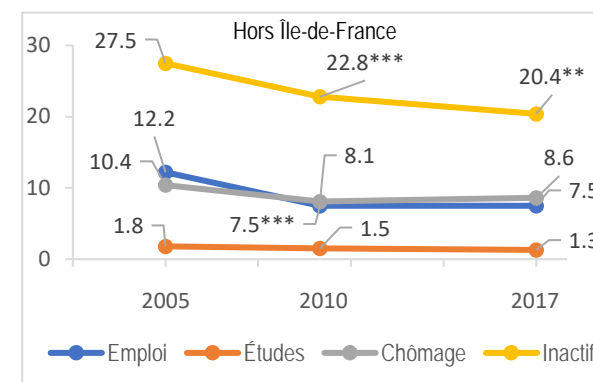
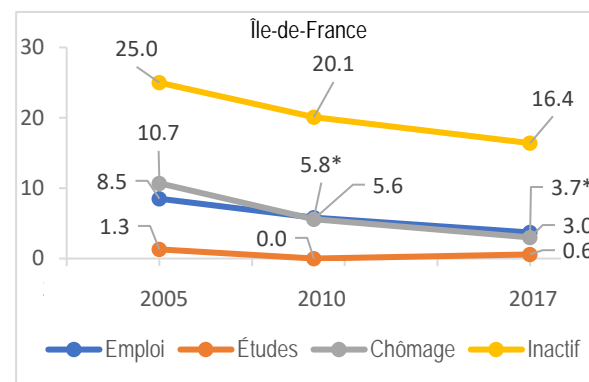
5b - Par diplôme



5c - Par revenu



5d - Par situation professionnelle



Les * indiquent une évolution significative entre deux années :
 * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %)

Source : Baromètres de Santé publique France 2005,2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 3 : Facteurs associés au fait de déclarer avoir consommé quotidiennement de l'alcool au cours de l'année en Île-de-France en 2017 chez les personnes de 18-75 ans (N = 4 393)

	Ora	IC
Sexe		
Homme	ref.	
Femme	0,3***	[0,2;0,4]
Age		
18-30 ans	ref.	
34-45 ans	1,6	[0,7;3,6]
46-60 ans	4,9***	[2,3;10,5]
61-75 ans	10,4***	[5,3;20,4]
Diplôme		
<Bac	ref.	
Bac	0,9	[0,5;1,4]
>Bac	1,0	[0,7;1,5]
Revenu		
Premier tercile	ref.	
Second tercile	1,1	[0,7;1,9]
Troisième tercile	1,7*	[1,1;2,7]
NSP/Refus	1,0	[0,5;2,1]
Situation professionnelle		
Emploi	ref.	
Chômage	1,2	[0,6;2,6]
Inactif	2,1**	[1,3;3,5]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

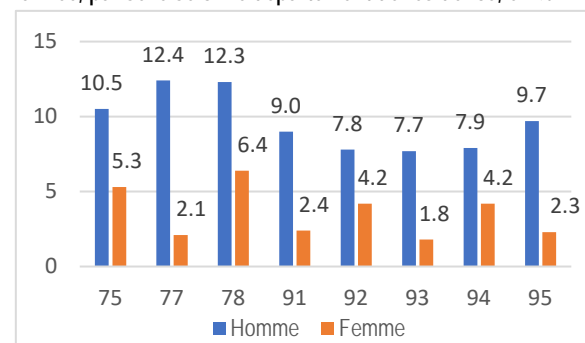
Note : la situation professionnelle ne distingue pas les étudiants des inactifs en raison de faibles effectifs.

Analyse par département

Chez les hommes, la proportion de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool n'était pas significativement différente entre les départements franciliens (Figure 6). Chez les femmes, cette fréquence de consommation était plus fréquemment déclarée à Paris et dans les Yvelines. A l'inverse, les femmes habitant en Seine-Saint-Denis étaient moins nombreuses que celles résidant dans les autres départements franciliens à déclarer boire quotidiennement de l'alcool.

Enfin, les analyses multivariées montrent qu'habiter dans l'Essonne (plutôt qu'à Paris) était associé à une plus faible probabilité de déclarer consommer de l'alcool de façon quotidienne (Tableau 4).

Figure 6 - Proportion de Franciliens de 18-75 ans déclarant avoir consommé quotidiennement de l'alcool au cours de l'année, par sexe selon le département de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 4 : Consommation quotidienne d'alcool dans l'année par département francilien ajustée sur le sexe, l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle en 2017, chez les personnes de 18-75 ans (N = 4 393)

Département	ref.	IC
Paris - 75	ref.	
Seine-et-Marne - 77	0,8	[0,5;1,4]
Yvelines - 78	1,0	[0,7;1,7]
Essonne - 91	0,5*	[0,3;0,9]
Hauts-de-Seine - 92	0,8	[0,5;1,3]
Seine-Saint-Denis -93	0,6	[0,3;1,1]
Val-de-Marne - 94	0,8	[0,4;1,3]
Val-d'Oise - 95	0,8	[0,5;1,5]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Ivresses

En 2017, 20,0 % des Franciliens âgés de 18 à 75 ans déclaraient avoir été ivres au moins une fois au cours des douze derniers mois. Cette proportion n'était pas significativement différente de celle observée dans le reste de la France métropolitaine.

En Île-de-France, comme dans les autres régions, les hommes déclaraient plus fréquemment avoir eu au moins une ivresse dans l'année (26,8 % des hommes contre 13,6 % des femmes en Île-de-France, $p > 0,001$).

En 2017, 20,0 % de Franciliens déclaraient avoir été ivres au moins une fois dans l'année. Cette proportion a augmenté entre 2005 et 2010 puis est restée stable entre 2010 et 2017

La proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours de l'année a augmenté significativement entre 2005 et 2010 en Île-de-France parmi les personnes de 18-45 ans puis est restée stable entre 2010 et 2017 (Figure 8a). En 2017, comme les années précédentes, cette proportion était significativement plus importante parmi les 18-30 ans.

Dans le reste de la France métropolitaine, cette proportion a connu, entre 2005 et 2010, une hausse significative pour l'ensemble des 18-75 ans tandis qu'au cours de la période 2010-2017, cette proportion n'a augmenté significativement que parmi les personnes de 31-45 ans.

Selon le niveau de diplôme, la prévalence des ivresses au cours des douze derniers mois a augmenté en Île-de-France, entre 2005 et 2010 parmi les moins diplômés (niveau inférieur au bac) et les diplômés du supérieur (Figure 8b). Entre 2010 et

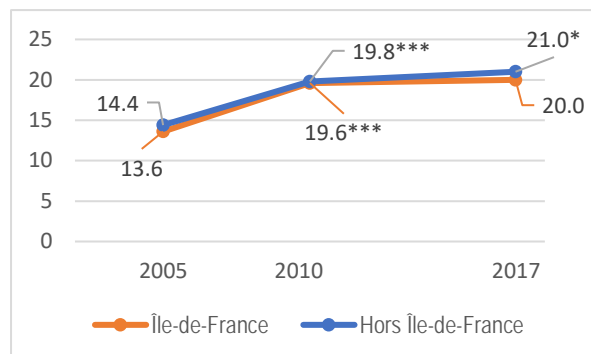
2017, cette proportion a diminué parmi les moins diplômés pour se retrouver au niveau de 2005 et a augmenté pour les personnes ayant le bac. Il en résulte qu'entre 2005 et 2017, les écarts dans les déclarations d'ivresses se sont creusés entre les personnes les moins diplômées et celles ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac.

Entre 2005 et 2017, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année a augmenté parmi les 18-45 ans, les personnes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac, celles ayant des revenus élevés et les étudiants

Dans le reste de la France métropolitaine, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année a augmenté pour tous les niveaux de diplôme entre 2005 et 2010, tandis que cette proportion a diminué entre 2010 et 2017 pour les moins diplômés et a ré-augmenté pour les plus diplômés. Comme en Île-de-France, les écarts dans la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année se sont creusés entre 2005 et 2017 entre d'un côté les personnes les moins diplômées et de l'autre, celles ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac.

En croisant le diplôme et le sexe, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année a augmenté en Île-de-France, entre 2005 et 2017, pour les hommes, comme pour les femmes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac (Figure 8c). Cette augmentation fut toutefois plus importante pour les femmes. Ainsi en 2017, les écarts entre homme et femme dans la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année étaient plus faibles parmi les personnes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac.

Figure 7 – Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir été ivres au cours de l'année selon le lieu de résidence entre 2005 et 2017, en %



Les * indiquent une évolution significative entre deux années : * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$ (test du χ^2 à 5 %)

Note : Les proportions en gras indiquent une différence significative au seuil de 5 % entre celle observée en Île-de-France et dans le reste de la France métropolitaine pour une année donnée.

Source : Baromètres de Santé publique France 2005,2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Ivresse dans l'année

(au cours des douze derniers mois)

Sa définition était laissée à la libre appréciation de la personne interrogée. Ainsi, étaient considérées comme ivres les personnes ayant répondu par un nombre positif à la question « Au cours des douze derniers mois, combien de fois avez-vous été ivre ? ».

Au vu du caractère subjectif accordé à la définition de l'ivresse, les résultats de cette partie doivent être pris avec précaution. Le niveau effectif d'intoxication et le ressenti subjectif (perception d'être ivre) pouvaient différer selon les caractéristiques de la personne interrogée telles que l'âge [9].

Hors Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze derniers mois a augmenté aussi bien chez les hommes que chez les femmes et pour tout niveau de diplôme entre 2005 et 2017. Comme en Île-de-France, en 2017, les écarts entre hommes et femmes étaient plus faibles parmi les personnes les plus diplômées.

Par rapport au niveau de revenus, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze derniers mois a augmenté, quel que soit le niveau de revenus entre 2005 et 2010 en Île-de-France (Figure 8d). Cette proportion a de nouveau augmenté entre 2010 et 2017, mais, cette fois-ci, uniquement parmi les personnes disposant des revenus les plus élevés (troisième tercile). Alors qu'en 2005 et en 2010, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année n'était pas significativement différente selon le niveau de revenus, en 2017, les personnes disposant des revenus les plus élevés étaient plus nombreuses à déclarer avoir été ivres au cours des 12 derniers mois.

Hors Île-de-France, une hausse de la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année était également observée, quel que soit le niveau de revenu entre 2005 et 2010, tandis que cette hausse n'a concerné que les personnes disposant de revenus élevés entre 2010 et 2017. Contrairement à ce qui était observé en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année n'était pas significativement différente selon le niveau de revenus hors Île-de-France, aussi bien en 2005 qu'en 2010 ou 2017.

Vis-à-vis de la situation professionnelle, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres a augmenté en Île-de-France entre 2005 et 2010 parmi les personnes en emploi, celles au chômage et les étudiants (Figure 8e). Entre 2010 et 2017, cette proportion semble avoir de nouveau augmenté parmi les personnes en emploi ($p < 0,07$). Entre 2005 et 2017, les écarts dans la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze derniers mois se sont creusés entre les étudiants et le reste de la population.

Hors Île-de-France, la part des personnes déclarant au moins une ivresse au cours des douze derniers mois a augmenté entre 2005 et 2010, pour toute situation professionnelle. Au cours de la période suivante, cette proportion a de nouveau augmenté pour les personnes en emploi et a diminué pour les personnes au chômage. Comme en Île-de-France, en 2017, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres dans l'année était plus importante parmi les étudiants.

Enfin, en 2017, les écarts entre les étudiants et le reste de la population dans la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours des douze

derniers mois étaient plus faibles en Île-de-France que dans le reste de la France métropolitaine. (38,4 % contre 50,3 % hors Île-de-France, $p < 0,001$).

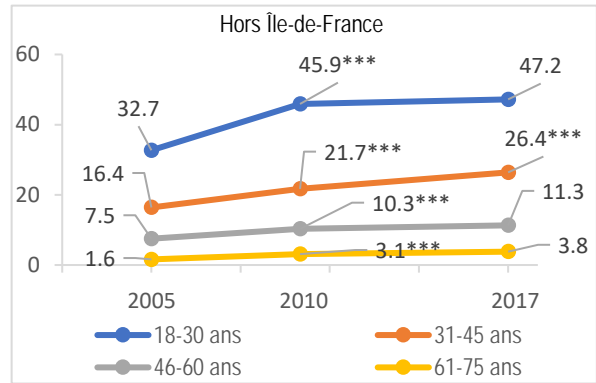
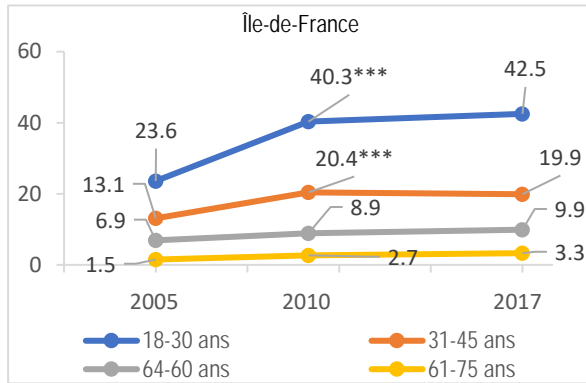
L'analyse des facteurs associés au fait de déclarer avoir été ivre au cours des douze derniers mois confirme que cette déclaration était moins fréquente chez les femmes, les personnes âgées de 31 à 75 ans par rapport aux 18-30 ans. À l'inverse, elle était plus fréquente parmi les personnes disposant d'un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac et celles disposant des revenus les plus élevés (Tableau 5).

Enfin, le fait d'habiter en Île-de-France plutôt que dans le reste de la France métropolitaine était associé à une plus faible probabilité de déclarer avoir eu une ivresse au cours de l'année après ajustement sur l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle.

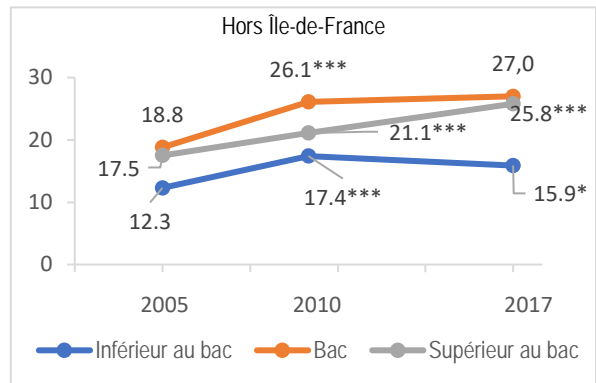
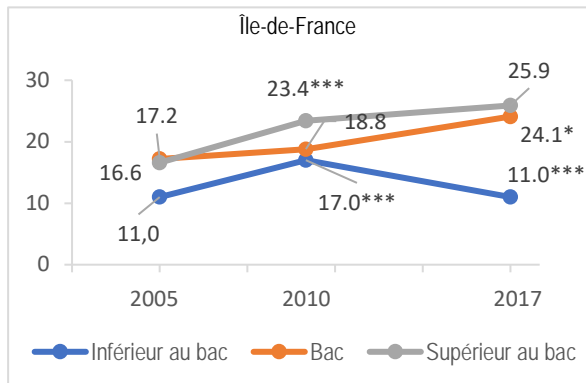


Лечение Наркомании de Pixabay

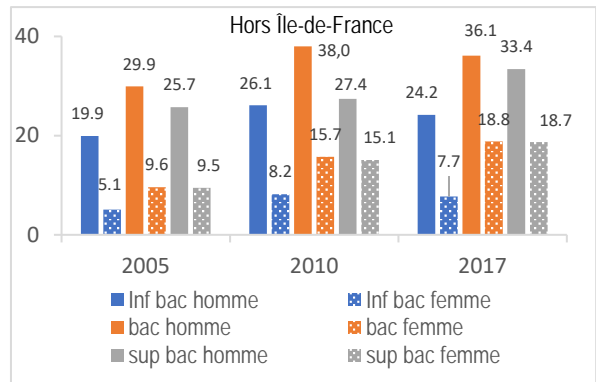
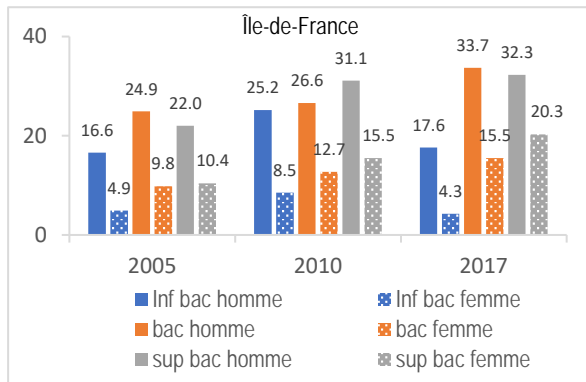
Figure 8 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir été ivres au cours de l'année selon l'âge, le niveau de diplôme, de revenu et la situation professionnelle, en %
8a - Selon l'âge



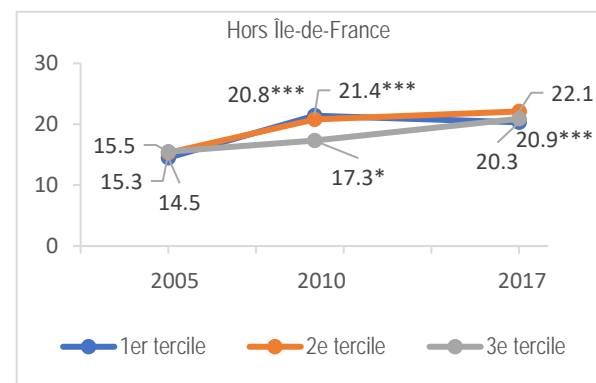
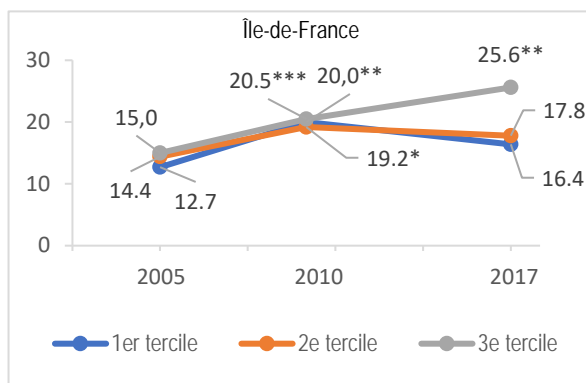
8b --Selon le niveau de diplôme



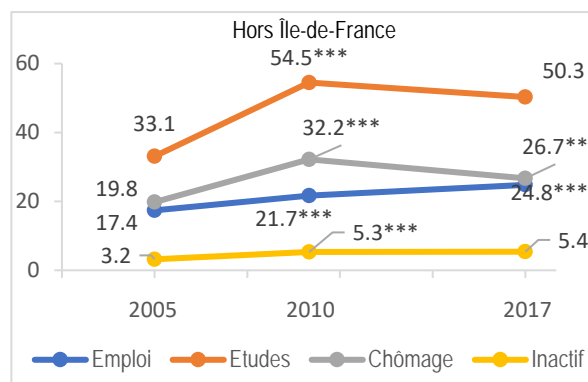
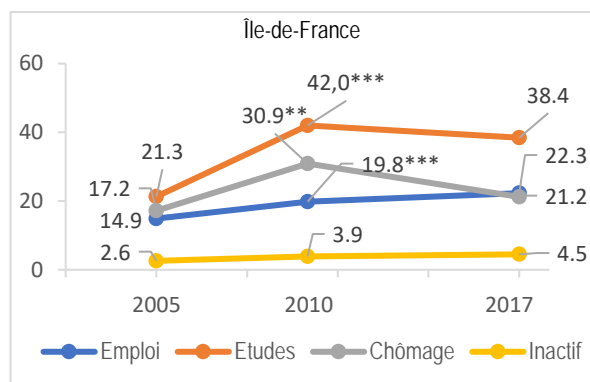
8c - Selon le niveau de diplôme et le sexe



8d - Selon le niveau de revenu



8e - Selon la situation professionnelle



Les * indiquent une évolution significative entre deux années :

* p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %)

Source : Baromètres de Santé publique France 2005,2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 5 : Facteurs associés au fait de déclarer avoir été ivre au cours de l'année en Île-de-France en 2017, 18-75 ans (N = 4 389)

	Ora IDF	IC
Sexe		
Homme	ref.	
Femme	0,4***	[0,3;0,5]
p		
Age		
18-30 ans	ref.	
31-45 ans	0,3***	[0,2;0,4]
46-60 ans	0,1***	[0,09;0,2]
61-75 ans	0,05***	[0,03;0,1]
p		
Diplôme		
Inférieur au bac	ref.	
Bac	1,3	[0,9;1,9]
Supérieur au bac	1,8***	[1,3;2,5]
p		
Revenu		
Premier tercile	ref.	
Second tercile	1,2	[0,9;1,6]
Troisième tercile	2,0***	[1,5;2,8]
Refus/NSP	0,4**	[0,3;0,7]
p		
Situation professionnelle		
Emploi	ref.	
Étude	1,2	[0,8;1,6]
Chômage	1,1	[0,7;1,6]
Autre inactif	0,6	[0,4;1,0]
p		

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

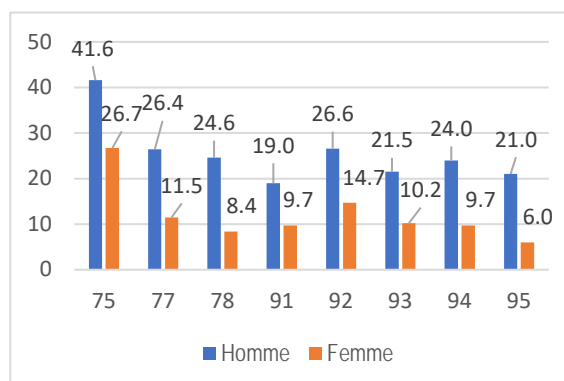
Analyse par département

Chez les hommes, la proportion de personnes déclarant avoir été ivres au cours de l'année était plus importante à Paris, tandis qu'elle était plus faible en Essonne et dans une moindre mesure en Seine-Saint-Denis (Figure 9, $p=0,0874$). Chez les femmes, cette proportion était plus importante à Paris et plus faible dans le Val-d'Oise, les Yvelines, le Val-de-Marne et l'Essonne.

Quatre Parisiens sur dix et près de trois Parisiennes sur dix ont déclaré avoir été ivres au cours des 12 derniers mois, proportions les plus élevées de la région

Les analyses multivariées montrent qu'habiter dans un autre département francilien que Paris était associé à une plus faible probabilité de déclarer avoir été ivre au cours de l'année (Tableau 6).

Figure 9 - Proportion de Franciliens de 18-75 ans déclarant avoir été ivre au cours de l'année par sexe selon le département de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 6 : Déclarer avoir été ivre au moins une fois au cours de l'année par département Francilien ajusté sur le sexe, l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle en 2017, chez les personnes de 18-75 ans (N = 4 389)

	Ora	IC
Paris - 75	ref.	
Seine-et-Marne - 77	0,5**	[0,3;0,8]
Yvelines - 78	0,4***	[0,3;0,6]
Essonne - 91	0,4***	[0,3;0,6]
Hauts-de-Seine - 92	0,5***	[0,4;0,7]
Seine-Saint-Denis - 93	0,5***	[0,3;0,7]
Val-de-Marne - 94	0,4***	[0,3;0,6]
Val-d'Oise - 95	0,3***	[0,2;0,5]

Test de significativité des ORa : * $p<0,05$; ** $p<0,01$; *** $p<0,001$

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France



Alcoolisation ponctuelle importante

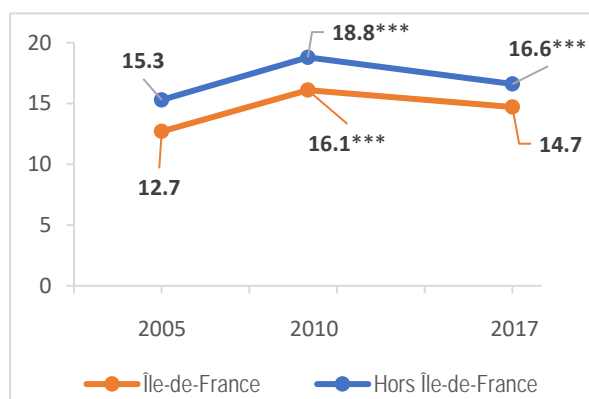
En 2017, 14,7 % des Franciliens déclaraient avoir eu au moins une alcoolisation ponctuelle importante (API) par mois au cours des douze derniers mois (Figure 10). Cette proportion était significativement plus faible que dans le reste de la France métropolitaine (16,6 %, $p < 0,05$). En Île-de-France, comme dans les autres régions, les hommes déclaraient plus fréquemment que les femmes avoir eu au moins une API par mois (22,5 % des hommes contre 7,6 % des femmes en Île-de-France, $p < 0,001$).

La proportion des personnes déclarant avoir eu une alcoolisation ponctuelle importante au moins une fois par mois au cours des douze derniers mois a augmenté entre 2005 et 2010 en Île-de-France et hors Île-de-France

En Île-de-France, cette proportion a connu une hausse significative entre 2005 et 2010. Dans les autres régions, cette proportion a connu une hausse entre 2005 et 2010 puis une baisse entre 2010 et 2017, toutes deux significatives. Il en résulte que la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours des douze derniers mois a connu une hausse significative entre 2005 et 2017, en Île-de-France comme dans les autres régions.

Alcoolisation ponctuelle importante
L'alcoolisation ponctuelle importante (API) est définie par le fait de déclarer avoir bu six verres de boissons alcoolisées ou plus en une même occasion.

Figure 10 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir une API au moins une fois par mois au cours des 12 derniers mois selon le lieu de résidence entre 2005 et 2017, en %



Les * indiquent une évolution significative entre deux années :
* $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$ (test du χ^2 à 5 %)
Note : Les proportions en gras indiquent une différence significative au seuil de 5 % entre celle observée en Île-de-France et dans le reste de la France métropolitaine pour une année donnée.
Source : Baromètres de Santé publique France 2005, 2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

Entre 2005 et 2010, la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois dans l'année a augmenté de manière significative parmi les 18-30 ans résidant en Île-de-France (Figure 11a). Entre 2010 et 2017, cette proportion a baissé, dans une certaine mesure, parmi les 46-60 ans ($p = 0,0887$). Ainsi, entre 2005 et 2017, les écarts de prévalence en matière d'API se sont creusés entre les plus jeunes et le reste de la population.

Entre 2005 et 2017, en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours de l'année a augmenté parmi les 18-30 ans, les personnes ayant le bac et les étudiants

Hors Île-de-France, une hausse de la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours des 12 derniers mois était observée pour toute classe d'âge entre 2005 et 2010. Entre 2010 et 2017, cette proportion a diminué de façon significative parmi les personnes âgées de 46 à 75 ans. Ainsi, comme en Île-de-France, en 2017, la proportion de personnes ayant déclaré au moins une API mensuelle dans l'année diminuait à mesure que l'âge augmentait.

Vis-à-vis du niveau de diplôme, la proportion de personnes déclarant avoir eu une API mensuelle a augmenté entre 2005 et 2010 parmi les personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au bac avant de diminuer entre 2010 et 2017 pour se retrouver à un niveau comparable à celui observé en 2005 (Figure 11b).

Hors Île-de-France, une hausse significative de la proportion d'API mensuelles était constatée pour tout niveau de diplôme entre 2005 et 2010. Entre 2010 et 2017, une baisse significative est constatée uniquement parmi les personnes ayant un niveau de diplôme inférieur au bac.

En 2017, les écarts de prévalence dans la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois entre les moins diplômés et le reste de la population était plus importante en Île-de-France que dans le reste de la France métropolitaine.

En distinguant les hommes des femmes, en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours de l'année a augmenté significativement entre 2005 et 2017 chez les femmes, ayant le bac ou diplômées du supérieur tandis que chez les hommes, cette hausse n'était constatée que parmi ceux ayant le bac (Figure 11c). Par ailleurs, les hausses les plus importantes furent constatées parmi les femmes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac. Il en résulte qu'en 2017, les écarts entre hommes et femmes dans la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins

une API dans l'année était plus faible parmi les personnes ayant un niveau de diplôme supérieur au bac que parmi les moins diplômés.

Hors Île-de-France, la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours de l'année a augmenté de manière significative uniquement pour les femmes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac entre 2005 et 2017. Comme en Île-de-France, il en résulte qu'en 2017, les écarts entre hommes et femmes dans la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois au cours des 12 derniers mois étaient plus faibles parmi les personnes ayant un niveau de diplôme supérieur ou égal au bac.

Enfin, vis-à-vis de la situation professionnelle, en Île-de-France, la proportion de personnes déclarant au moins une API mensuelle a augmenté fortement parmi les étudiants et plus modérément parmi celles en emploi entre 2005 et 2010. Aucune évolution significative n'était constatée entre 2010 et 2017 (Figure 11d). Ainsi, alors qu'en 2005 la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API mensuelle au cours de l'année était la plus importante parmi les personnes au chômage, cela n'était plus le cas depuis 2010 où la proportion de personnes déclarant au moins une API par mois n'était plus signi-

ficativement différente entre les personnes au chômage et les étudiants.

Hors Île-de-France, les API mensuelles ont augmenté entre 2005 et 2010, avant de diminuer entre 2010 et 2017, quelle que soit la situation professionnelle. En 2017, comme lors des années précédentes les étudiants étaient plus nombreux à déclarer avoir eu au moins une API mensuelle, suivis des personnes au chômage, celles en emploi et enfin des autres inactifs.

L'analyse des facteurs associés au fait de déclarer une API au moins une fois par mois au cours des douze derniers mois en Île-de-France confirme que cette déclaration était moins fréquente parmi les femmes et les personnes âgées de 31 à 75 ans par rapport aux jeunes adultes de 18-30 ans. A l'inverse, cette déclaration était plus fréquente parmi les personnes diplômées du supérieur (Tableau 7).

En menant l'analyse multivariée sur l'ensemble de la France métropolitaine, habiter en Île-de-France était associé à une plus faible probabilité de déclarer avoir eu une API au moins une fois par mois au cours de l'année par rapport au fait d'habiter dans le reste de la France métropolitaine.

Tableau 7 : Facteurs associés au fait de déclarer avoir eu une API au moins une fois par mois au cours de l'année en Île-de-France en 2017, personnes de 18-75 ans (N= 4 389)

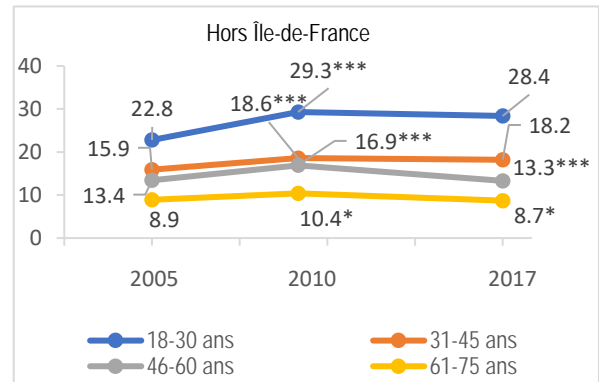
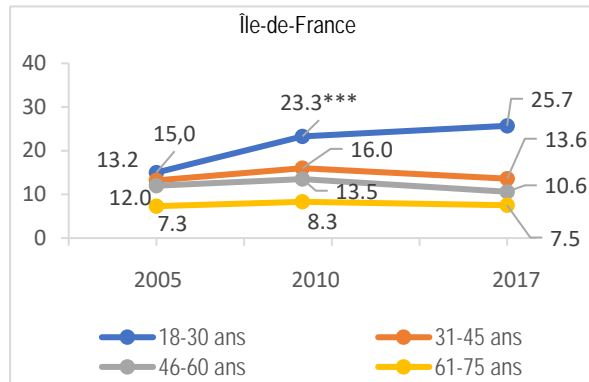
	Ora	IC
Sexe		
Homme	ref.	
Femme	0,3***	[0,2;0,3]
Age		
18-30 ans	ref.	
31-45 ans	0,4***	[0,3;0,6]
46-60 ans	0,3***	[0,2;0,4]
61-75 ans	0,2***	[0,1;0,4]
Diplôme		
Inférieur au bac	ref.	
Bac	1,1	[0,8;1,6]
Supérieur au bac	1,3**	[1,0;1,7]
Revenu		
Premier tercile	ref.	
Second tercile	0,9	[0,7;1,3]
Troisième tercile	1,2	[0,8;1,6]
Refus/NSP	0,5	[0,3;0,9]
Situation professionnelle		
Emploi	ref.	
Étude	1,1	[0,8;1,7]
Chômage	1,2	[0,8;1,9]
Autre inactif	1,1	[0,7;1,9]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

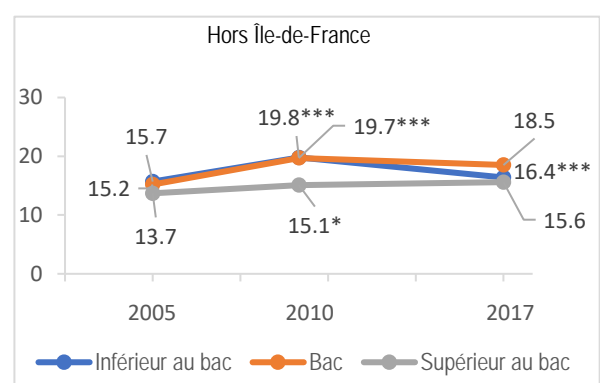
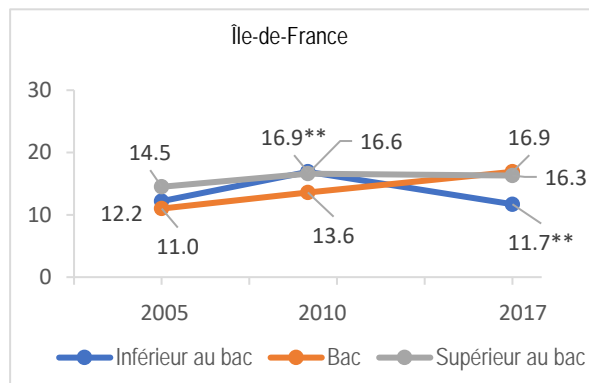
Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Figure 11 - Évolution de la proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir eu une API au moins une fois par mois au cours de l'année selon l'âge, le niveau de diplôme et la situation professionnelle, en %

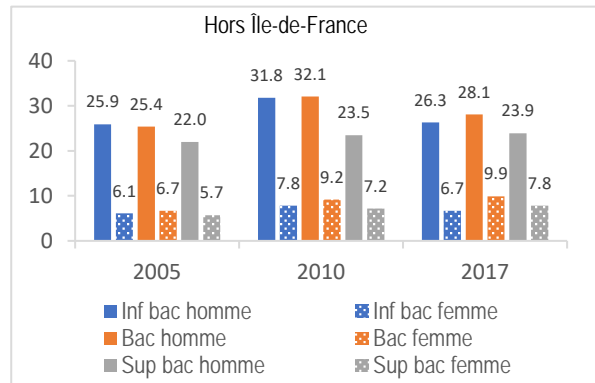
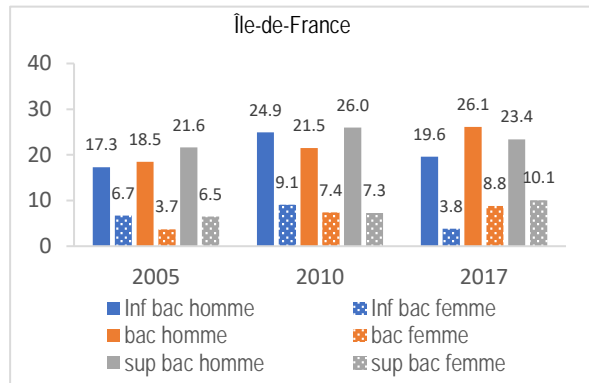
11a - Par âge



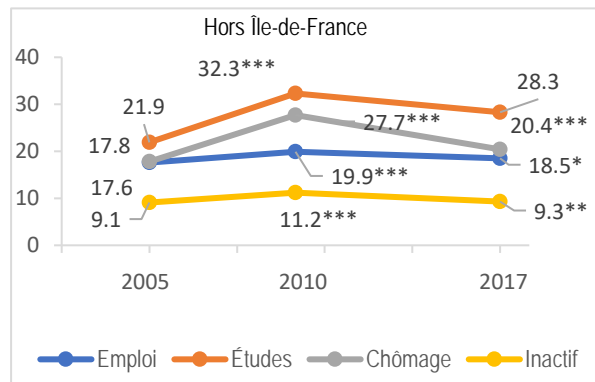
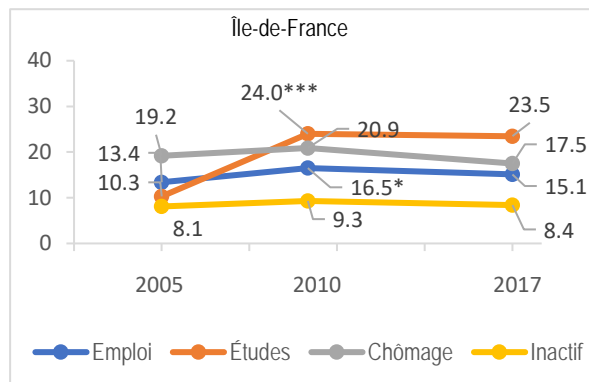
11b - Par diplôme



11c - Par diplôme et par sexe



11d - Par situation professionnelle



Les * indiquent une évolution significative entre deux années :
 * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %)

Source : Baromètres de Santé publique 2005, 2010, 2017, exploitation ORS Île-de-France

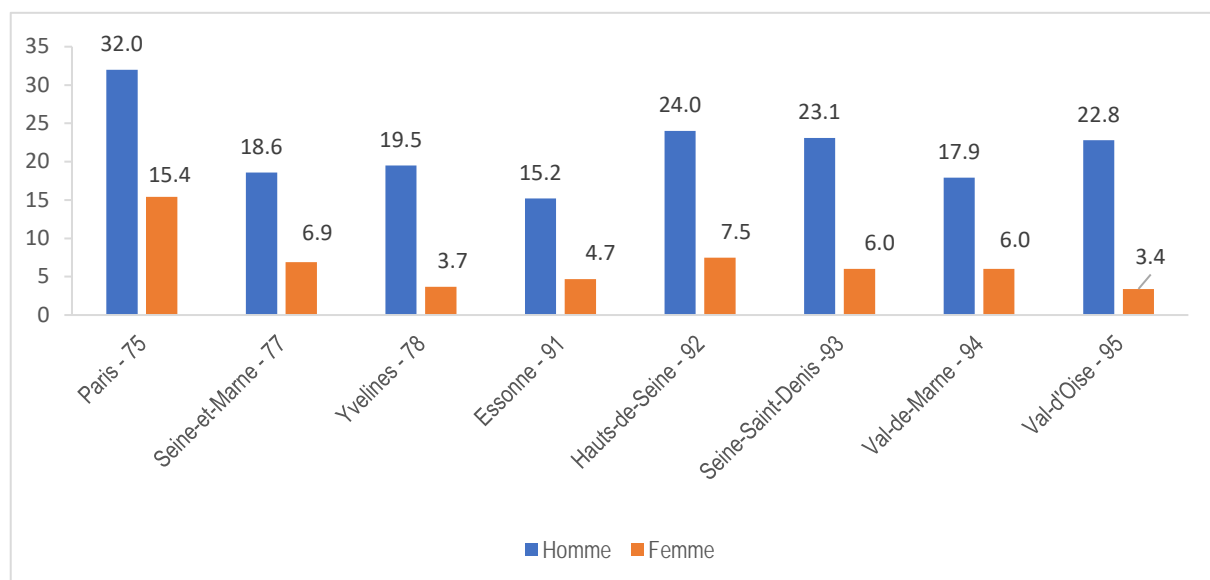
Analyse par département

Parmi les hommes résidant en Île-de-France, les API mensuelles étaient plus fréquentes parmi ceux résidant à Paris alors qu'elles l'étaient moins parmi ceux résidant en Essonne. Parmi les femmes, cette proportion était également plus importante à Paris et plus faible dans les Yvelines et le Val-d'Oise (Figure 12).

Après ajustement sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme, de revenus et la situation professionnelle, habiter dans un autre département d'Île-de-France que Paris était associé à une moindre probabilité de déclarer avoir eu au moins une API par mois au cours des 12 derniers mois (Tableau 8).

Par rapport aux autres départements franciliens, c'est à Paris que la proportion de personnes déclarant avoir eu au moins une API par mois ou cours de l'année était la plus importante

Figure 12 - Proportion de Franciliens de 18-75 ans déclarant avoir eu une API au moins une fois par mois au cours des 12 derniers mois par sexe selon le département de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 8 : Déclarer avoir eu au moins une API par mois au cours de l'année par département francilien ajusté sur le sexe, l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle en 2017 (N = 4389)

Département	Ora	IC
Paris - 75	ref.	
Seine-et-Marne - 77	0,5**	[0,3;0,8]
Yvelines - 78	0,5***	[0,3;0,7]
Essonne - 91	0,4***	[0,3;0,6]
Hauts-de-Seine - 92	0,6**	[0,4;0,9]
Seine-Saint-Denis - 93	0,6*	[0,4;0,9]
Val-de-Marne - 94	0,4***	[0,3;0,7]
Val-d'Oise - 95		0,5** [0,3;0,8]

Test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Consommation d'alcool et grossesse

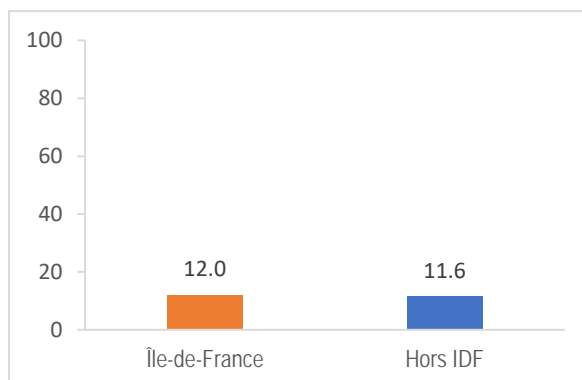
En Île-de-France, en 2017, 12,0 % des femmes enceintes ou ayant eu un enfant il y a moins de cinq ans déclaraient avoir bu de l'alcool après avoir su qu'elles étaient enceintes, cette proportion n'était pas significativement différente de celle observée dans le reste de la France métropolitaine (Figure 13).

L'idée selon laquelle la consommation de boissons alcoolisées durant la grossesse peut augmenter le risque de malformation était largement connue au sein de la population. Elle était déclarée par 95,1 % des personnes âgées de 18-75 ans en Île-de-France (Figure 14). Cette proportion n'était pas significativement différente de celle observée dans les autres régions ($p < 0,1087$).

Enfin, globalement, l'avertissement sur les dangers de l'alcool pour les femmes enceintes présent sur les bouteilles d'alcool faisait preuve d'une faible visibilité. En Île-de-France, environ la moitié (55,9 %) des 18-75 ans déclarait l'avoir déjà remarqué (Figure 15). Cette proportion était significativement plus faible que celle observée dans le reste de la France métropolitaine (62,8 %, $p < 0,01$).

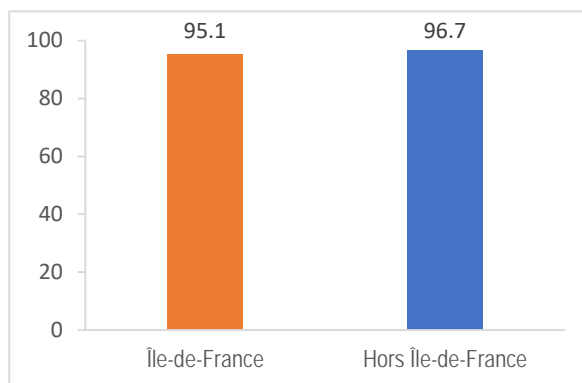


Figure 13 - Proportion de femmes déclarant avoir bu de l'alcool après avoir su qu'elles étaient enceintes selon le lieu de résidence, en %



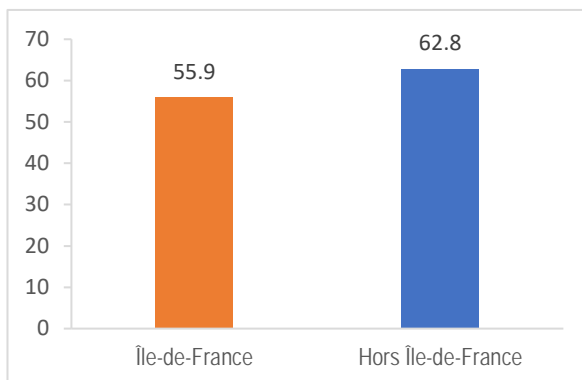
Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Figure 14 - Proportion de personnes de 18-75 ans déclarant que la consommation d'alcool durant la grossesse peut augmenter le risque de malformation selon le lieu de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Figure 15 - Proportion de personnes déclarant avoir déjà remarqué la présence d'un logo avertissement des dangers de l'alcool pour les femmes enceintes selon le lieu de résidence, en %



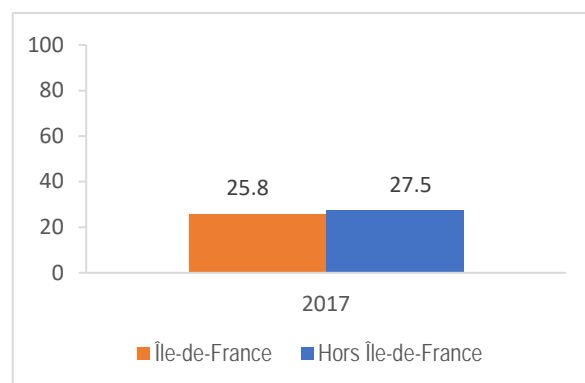
Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Influence de l'entourage durant l'enfance et l'adolescence

En Île-de-France, comme dans les autres régions, environ un quart des personnes de 18-75 ans déclarait avoir vécu avec une personne qu'elles considéraient comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence (Figure 16).

La proportion de Franciliens ayant été ivres au moins une fois dans l'année et ayant eu une API au moins une fois par mois était plus importante parmi les personnes déclarant avoir vécu avec une personne considérée comme gros buveur (Tableau 12). Les analyses multivariées ajustées sur le sexe, l'âge, le diplôme, le revenu et la situation professionnelle confirment ces résultats. Elles montrent également un lien entre le fait d'avoir vécu avec quelqu'un considéré comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence et la consommation quotidienne d'alcool

Figure 16 - Proportion de personnes de 18-75 ans déclarant avoir vécu avec une personne qu'elles considéraient comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence selon le lieu de résidence, en %



Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Tableau 12 : Consommation d'alcool chez les personnes de 18-75 ans selon le fait d'avoir vécu ou non avec une personne qu'elles considéraient comme gros buveur durant leur enfance ou leur adolescence et caractéristiques sociodémographiques et économiques en Île-de-France, % et odds ratio (N=2 168)

	Alcool hebdomadaire	Alcool quotidien	Ivresse au cours de l'année	API au moins une fois par mois
Parmi les personnes ayant vécu avec quelqu'un considéré comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence (%)	37,6	8,1	26,2	19,4
Parmi les personnes n'ayant pas vécu avec quelqu'un considéré comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence (%)	34,6	5,8	17,0	12,9
p	0,296	0,105	<0,001	<0,01
Parmi les personnes ayant vécu avec quelqu'un considéré comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence (Ora)	1,3	1,7*	2,0***	1,7**

Lecture : En Île-de-France, 8,1 % des 18-75 ans ayant vécu avec une personne considérée comme gros buveur déclarent boire de l'alcool quotidiennement contre 5,8 % des personnes n'ayant pas vécu avec des gros buveurs

* p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001 (test du χ^2 à 5 %) et test de significativité des ORa : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Source : Baromètre de Santé publique France 2017, exploitation ORS Île-de-France

Principaux résultats et discussion

Entre 2005 et 2017, la proportion de personnes déclarant avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire ou quotidienne a diminué en Île-de-France et hors Île-de-France. Du côté des ivresses déclarées au cours des douze derniers mois et des API mensuelles, elles ont augmenté entre 2005 et 2017.

Plus globalement, ces résultats montrent une tendance à la baisse de la consommation d'alcool en termes de fréquence (consommation hebdomadaire ou quotidienne), mais à une hausse des consommations importantes réalisées durant une courte période (ivresses, API). Ces tendances semblent montrer un rapprochement des modes de consommation français vers ceux des pays nordiques et anglo-saxons [10].

La consommation d'alcool apparaissait plus faible en Île-de-France que dans les autres régions pour tous les indicateurs (consommation hebdomadaire, quotidienne et API mensuelles) en dehors des ivresses dans l'année pour lesquelles la différence entre l'Île-de-France et le reste de la France métropolitaine n'était pas significative. Nous pouvons faire l'hypothèse, comme Beck et al., que cela s'explique par le fait que l'Île-de-France ne possède pas de culture spécifique autour de l'alcool [11].

Au sein de l'Île-de-France, la consommation d'alcool (hebdomadaire, ivresses dans l'année et API mensuelles) était plus importante à Paris que dans les autres départements franciliens, et ce, même après prise en compte des principales caractéristiques sociodémographiques. De plus, il est important de noter que la proportion de personnes déclarant une consommation hebdomadaire d'alcool, des ivresses dans l'année ou des API mensuelles était plus importante à Paris qu'hors Île-de-France. Ainsi par exemple, les Parisiens étaient 23,1 % à avoir eu au moins une API par mois dans l'année contre 16,6 % des habitants hors Île-de-France.

Au cours de la période 2005-2017, les différences sociales en matière d'ivresses et d'API ont eu tendance à se creuser. Chez les plus jeunes (18-30 ans), les proportions d'ivresses et d'API mensuelles ont augmenté de façon beaucoup plus importante que pour le reste de la population entre 2005 et 2010. Par ailleurs, ces écarts se sont par la suite maintenus entre 2010 et 2017. L'accroissement de ces différences sociales en matière d'ivresse et d'API se constate également en fonction du niveau de diplôme, de revenus et de la situation professionnelle. À l'inverse, en ce qui concerne la consommation quotidienne d'alcool, les différences sociales ont eu plutôt tendance à se réduire en Île-de-France entre 2005 et 2017.

Les analyses multivariées montrent que certains modes de consommation (hebdomadaire, ivresses dans l'année et API mensuelles) étaient plus fréquemment déclarés parmi les populations les plus favorisées. Ces résultats semblent aller dans le sens de ceux de l'enquête budget des familles de l'Insee, montrant que les personnes disposant des revenus les plus élevés dépensent davantage pour des boissons alcoolisées au sein de leur budget boissons [12]. Cela pourrait notamment s'expliquer par le fait que ces groupes sociaux ont davantage de ressources financières pour acheter des boissons alcoolisées ou qu'une consommation plus fréquente d'alcool reflète l'appartenance à un certain statut social [13].

Pour autant, bien que la consommation d'alcool semble plus importante parmi les populations les plus favorisées, une méta-analyse réalisée à partir de données provenant principalement d'Europe (hors France), de Russie et du Canada montre que la mortalité liée à l'alcool était plus fréquente chez les populations les plus défavorisées [14]. Cela rejoint les résultats d'une étude réalisée en France à partir de données recueillies entre 1980 et 1990, ayant montré que la mortalité prématurée par cirrhose du foie et par cancer des voies aéro-digestives supérieures était plus importante parmi les populations les moins favorisées. Or une consommation importante d'alcool est un facteur de risque commun à ces deux maladies. Ce dernier résultat est cependant à prendre avec précaution car il se base sur des données anciennes, à une époque où la consommation d'alcool était plus importante parmi les populations les plus précaires (ce qui ne semble plus être le cas aujourd'hui) [15,6].

En s'intéressant aux différences selon le genre, il apparaît que, globalement, la consommation d'alcool était plus souvent déclarée par les hommes que par les femmes. Ce résultat, déjà montré dans de nombreuses études, tient au fait que la consommation d'alcool est constitutive de l'identité masculine traditionnelle [16,17]. Toutefois, les femmes les plus diplômées peuvent faire preuve de plus d'émancipation que les autres vis-à-vis des comportements traditionnellement considérés comme masculins. Ainsi, comme l'ont montré d'autres études, les écarts de consommation entre hommes et femmes, notamment en ce qui concerne les ivresses et les API, apparaissaient plus faibles parmi les personnes les plus diplômées. [18, 19, 20, 21]

Ce dernier résultat rappelle que la consommation d'alcool est fortement influencée par des représentations sociales résultant d'influences multiples (mé-

dias, groupes de pairs, famille...). À ce titre, l'entourage, et plus particulièrement celui présent durant l'enfance et l'adolescence, semble avoir une influence sur la consommation d'alcool à l'âge adulte. Les personnes ayant vécu avec une personne considérée comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence ont une probabilité accrue de déclarer boire quotidiennement de l'alcool, d'avoir été ivre au cours de l'année et d'avoir eu au moins une API par mois au cours des douze derniers mois.

Des études laissent suggérer que l'exposition d'un individu à la consommation d'alcool de ses parents ou de son groupe de pairs durant l'enfance ou l'adolescence peut impacter sa consommation d'alcool à l'âge adulte [22]. En effet, en voyant, son entourage boire de l'alcool à un jeune âge, l'individu pourrait percevoir cela comme étant la norme, ce qui pourrait accroître la probabilité qu'il s'initie plus tard à sa consommation [23].

Toutefois, ce résultat doit être considéré avec précaution dans la mesure où nos données sont rétrospectives et où l'ensemble des facteurs de confusion n'ont pas été pris en compte. Selon une revue de la littérature, il se pourrait que le lien entre exposition à la consommation d'alcool des parents et consommation d'un individu une fois à l'âge adulte passe par d'autres facteurs comme un environnement commun -voisinage, communauté- rendant l'alcool plus accessible [22].

Enfin, il était important d'aborder la question de la consommation d'alcool durant la grossesse. Cette dernière peut entraîner un syndrome d'alcoolisation fœtale, se traduisant chez l'enfant par des anomalies cranio-faciales, un retard de croissance, des troubles du développement neurologique et des anomalies du système nerveux [24,25].

Notre étude montre que parmi les femmes enceintes ou ayant eu un enfant au cours des cinq dernières années, environ 12 % déclaraient avoir bu de l'alcool après avoir su qu'elles étaient enceintes. Bien que les quantités d'alcool consommées par ces femmes ne soient pas connues, ni à quel stade de leur grossesse cette consommation a eu lieu, l'exposition prénatale à l'alcool représente un facteur d'anomalies à tous les stades de la grossesse. Ce risque existe pour tout type de boisson alcoolisée consommée et même dans le cadre d'une consommation ponctuelle [26].

Comme l'ont souligné Andler et al., cette proportion demeure plus faible que celle estimée en 2010 à partir de l'enquête périnatale ou du Baromètre de Santé publique France et pourrait résulter des campagnes

de prévention afin de prévenir la consommation d'alcool chez les femmes enceintes depuis 2010 [27].

Par ailleurs, les données de cette étude semblent montrer que le pictogramme avertissant des dangers de l'alcool pour les femmes enceintes fait preuve d'une visibilité limitée. Seuls 55,9 % des personnes âgées de 18-75 ans déclaraient l'avoir déjà remarqué (55,6 % des femmes) en Île-de-France. Ce manque de visibilité avait déjà été souligné dans d'autres études [28, 29, 30]. Au niveau régional, les Franciliens étaient moins nombreux que les habitants des autres régions à déclarer avoir remarqué ce logo. Cela pourrait s'expliquer par des différences sociodémographiques entre l'Île-de-France et les autres régions, ou par le fait que les Franciliens consommaient moins d'alcool que leurs homologues des autres régions et avaient donc une plus faible probabilité d'être exposés à la présence de ce dernier.

Baromètres de Santé publique France

Les données de cette étude sont issues des Baromètre de Santé publique France 2005, 2010 et 2017.

Les Baromètres santé sont des enquêtes sur différents thèmes réalisées par Santé publique France auprès d'un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine. L'édition 2017 a porté sur la population des 18-75 ans. Pour 2017, le redressement a été effectué à partir de l'enquête emploi 2016, pour le sexe croisé avec l'âge, la région de résidence, la taille d'agglomération, le niveau de diplôme, le nombre de personnes dans le foyer, et à partir du recensement de la population de 2015, pour le département. Cette méthode de redressement explique la légère divergence des résultats observée avec ceux de la publication de la Cire Île-de-France¹.

Les mêmes variables de redressement ont été utilisées pour le Baromètre 2010 et 2017 (région UDA au lieu de la région de résidence). Pour le Baromètre 2005, le redressement est celui utilisé au niveau national, du fait de l'impossibilité de disposer de la proportion de téléphones mobiles sur la région Île-de-France. L'échantillon 2017 était composé de 25 319 personnes dont 4 404 personnes en Île-de-France. Pour les analyses bivariées, le test de Chi2 de Pearson a été utilisé. Des modèles de régression logistique ont été utilisés pour identifier les facteurs associés aux différents niveaux de consommation d'alcool (hebdomadaire, quotidien, API, ivresses)

1. Bulletin de santé publique alcool en Île-de-France. Janvier 2020. <https://www.santepubliquefrance.fr/regions/ile-de-france/documents/bulletin-regional/2020/bulletin-de-sante-publique-alcool-en-ile-de-france.-janvier-2020>

Tableau 13 : Effectifs du Baromètre de Santé publique France selon certaines caractéristiques socioéconomiques en Île-de-France et hors Île-de-France

	IDF	Hors IDF
Sexe		
Homme	2 080	9 516
Femme	2 324	11 399
Age		
18-30 ans	957	3 495
31-45 ans	1 252	5 235
46-60 ans	1 263	6 464
61-75 ans	932	5 721
Diplôme		
Inférieur au bac	1 157	8 452
Bac	845	4 577
Supérieur au bac	2 391	7 836
Revenu		
Premier tercile	995	6 252
Second tercile	1 086	7 183
Troisième tercile	2 047	6 568
Refus/NSP	276	912
Situation professionnelle		
Emploi	2 698	11 698
Chômage	351	1 140
Inactif	340	1 477
Étudiant	1 015	6 600



Pexels de Pixabay

Conclusion et perspectives

Sur la période 2005-2017, les consommations hebdomadaires, comme les consommations quotidiennes d'alcool ont diminué en Île-de-France et dans les autres régions. À l'inverse, les ivresses au cours de l'année et les API mensuelles y ont augmenté. Mis à part pour les ivresses, la consommation d'alcool apparaissait, au vu des indicateurs étudiés, plus faible en Île-de-France que dans le reste de la France métropolitaine en 2017.

Les consommations régulières ou fréquentes (hebdomadaires et quotidiennes) concernaient davantage les populations les plus âgées et étaient en baisse depuis au moins 2005. À l'inverse, les consommations ponctuelles mais plus importantes (ivresses, API), qui concernaient davantage les plus jeunes et les plus diplômés, ont connu une forte hausse entre 2005 et 2010 et sont restées stables depuis.

Au vu des tendances observées depuis soixante ans, nous pouvons nous attendre à ce que la consommation quotidienne et hebdomadaire d'alcool continue de baisser dans les années à venir. Par ailleurs, cette baisse pourrait être légèrement renforcée par le « Dry January » dont la première édition a eu lieu en Janvier 2020.

Pour rappel, le « Dry January » est une campagne de prévention, portée par un grand nombre d'associations, incitant les participants à ne pas boire d'alcool ou au moins à réduire leur consommation durant tout le mois de janvier. Près de 9 000 participants furent inscrits sur le site internet de cette campagne et près d'un quart de la population française aurait relevé ce défi [31]. Dans la mesure où il a été constaté que les participants au « Dry January » britannique diminuaient leur consommation d'alcool, même six mois après l'évènement, il est possible que le même effet soit constaté en France. Toutefois, la mise en place de cette initiative, dont l'impact demeure modéré, ne doit pas occulter le fait que de nombreuses autres mesures, notamment en matière de régulation de l'offre, pourraient être mises en œuvre afin de lutter contre les dommages associés à une consommation d'alcool « à risque ».

Références

- [1] Bonaldi C, Hill C. La mortalité attribuable à l'alcool en France en 2015. *Bull Epidémiol Hebd.* 2019;(5-6):97-108. http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2019/5-6/2019_5-6_2.html
- [2] G Griswold M, Fullman N, et al. Alcohol use and burden for 195 countries and territories, 1990–2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016. *Lancet* 2018 ; 392 : 1015-35
- [3] Palle C, Beck F, Richard JB. Usages d'alcool et dommages subis : une perspective européenne. *Tendances, OFDT*, n° 118, 6 p. 2017
- [4] Cogordan C, Kreft-Jaïs C, Guillemont J. Effects of Alcoholic Beverage Control Policies and Contextual Factors on Alcohol Consumption and its Related Harms in France From 1960 to 2000, *Substance Use & Misuse*, 49:12, 1633-45. 2014
- [5] OFDT. Quantité d'alcool consommé par habitant âgé de 15 ans et plus depuis 1961 (en litres équivalents d'alcool pur). 2018
Disponible : <https://www.ofdt.fr/statistiques-et-infographie/series-statistiques/alcool-evolution-des-quantites-consommees-par-habitant-age-de-15-ans-et-plus-depuis-1961-en-litres-equivalents-dalcool-pur/> Consulté le 04/2020
- [6] Richard JB, Andler R, Cogordan C, Spilka S, Nguyen-Thanh V, et le groupe Baromètre de Santé publique France 2017. La consommation d'alcool chez les adultes en France en 2017. *Bull Epidémiol Hebd.* 2019;(5-6):89-97.
- [7] Andler R, Richard JB, Cogordan C, Deschamps V, Escalon H, Nguyen-Thanh V, et al. Nouveau repère de consommation d'alcool et usage : résultats du Baromètre de Santé publique France 2017. *Bull Epidémiol Hebd.* 2019;(10-11):180-7.
- [8] Bulletin de santé publique Île-de-France, Alcool. Santé publique France. Janvier 2020.
- [9] Kaestle CE, Droste N, Peacock A, Bruno R, Miller P. Perception of intoxication in a field study of the night-time economy: Blood alcohol concentration, patron characteristics, and event-level predictors. *Addict Behav.* 2018;76:195-200.
- [10] Anderson P, Baumberg B. *Alcohol in Europe*. London: Institute of Alcohol Studies; 2006
- [11] Beck F, Guignard R, Léon C, Richard JB. Atlas des usages de substances psychoactives. Analyses régionales du Baromètre santé 2010.2013
- [12] Cochard A, Oparowski S. Les dépenses des ménages en boissons depuis 1960. *Insee Première*. No 1794. Février 2020.
- [13] World Health Organization. Global status report on alcohol and health 2018.
- [14] Probst C, Roerecke M, Behrendt S, Rehm J. Socioeconomic differences in alcohol-attributable mortality compared with all-cause mortality: a systematic review and meta-analysis. *Int J Epidemiol.* 2014;43(4):1314–27.
- [15] Kunst Anton E, Groenhof Feikje, Mackenbach Johan P, « Inégalités sociales de mortalité prématurée : la France comparée aux autres pays européens », dans : Didier Fassin éd., *Les inégalités sociales de santé*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2000, p. 53-68.
- [16] De Visser RO, McDonnell EJ. 'That's OK. He's a guy': a mixed-methods study of gender double-standards for alcohol use. *Psychol Health.* 2012;27(5) 618-639.
- [17] Beck, F, Legleye, S, De Peretti, G. L'alcool donne-t-il un genre ? *Travail, genre et sociétés*, 15(1), 141-160. 2006
- [18] Beck F, Legleye S, Maillouchon F, De Peretti G. Femmes influentes sous influence ? - Genre, milieu social et usages de substances psychoactives. *Med Sci (Paris)* 26 (1) 95-97 (2010)
- [19] Beck F, Legleye S, Maillouchon F, De Peretti G. Le rôle du milieu social dans les usages de substances psychoactives des hommes et des femmes. *Femmes et Hommes - Regards sur la parité* (édition 2008), Insee, pp.65-82, 2008, Insee Références.
- [20] Legleye S, Baumann M, Peretti-Watel P, Beck F, Chau N. Gender and age disparities in the associations of occupational factors with alcohol abuse and smoking in the French working population, *Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique*, Volume 59, Issue 4, 2011, Pages 223-232.
- [21] Lyons, A, Willott, S. Alcohol Consumption, Gender Identities and Women's Changing Social Positions. *Sex Roles.* 59. 694-712. 2008
- [22] Rossow I, Keating P, Felix L, McCambridge J. Does parental drinking influence children's drinking? A systematic review of prospective cohort studies. *Addiction.* 2016;111(2):204–217.
- [23] Smit L, Otten R, Voogt C, Kleinjan M, Engels R, Kuntsche E. Exposure to drinking mediates the association between parental alcohol use and preteen alcohol use. *Addictive Behaviors.* 87. 2018
- [24] Lejeune C. Syndrome d'alcoolisation fœtale. *Devenir*, 2001/4 (Vol. 13), p. 77-94.
- [25] Germanaud D, Toutain S. Exposition prénatale à l'alcool et troubles causés par l'alcoolisation fœtale. *Contraste*, 2017/2 (N° 46), p. 39-102.
- [26] Haute Autorité de santé (HAS). *Troubles causés par l'alcoolisation fœtale : repérage. Rapport d'élaboration*. Juillet 2013
- [27] Andler R, Cogordan C, Richard JB, Demiguel V, Regnault N, Guignard R, Pasquereau A, Nguyen-Thanh V. Baro-mètre santé 2017. Consommations d'alcool et de tabac durant la grossesse. Saint-Maurice : Santé publique France; 2018.
- [28] Dossou G, Gallopel-Morvan K, Diouf JF. The effectiveness of current French health warnings displayed on alcohol advertisements and alcoholic beverages. *Eur J Public Health.* 2017;27(4):699–704.

[29] Jarvis W, Pettigrew S, Olaru D. Alcohol warning statement effectiveness under different alcohol category conditions. In Ideas in Marketing: Finding the New and Polishing the Old. Vol N/A Monterey, CA: Academy of Marketing Science, 2013:243-252.

[30] Dossou G, Gallopel-Morvan K. Les avertissements sanitaires sont-ils efficaces pour lutter contre la consommation excessive d'alcool ? Résumé de la littérature et voies de recherche. Journal de gestion et d'économie médicales, 2018/1 (Vol. 36), p. 17-33.

[31] Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie. Un Défi relevé et réussi en janvier : "Dry January" à la française en 2020. Décryptages N°40. Février 2020.

LA CONSOMMATION D'ALCOOL EN ÎLE-DE-FRANCE RÉSULTATS DU BAROMÈTRE DE SANTÉ PUBLIQUE FRANCE 2017

L'essentiel de l'étude

- Un peu plus d'un tiers des Franciliens déclarait avoir consommé de l'alcool de façon hebdomadaire en 2017 (35,3 %). Cette proportion était plus faible que dans le reste de la France métropolitaine (41,2 %). En Île-de-France, cette proportion est en baisse depuis 2010 chez les personnes de 31-75 ans, celles disposant des revenus les plus élevés, les inactifs et pour tout niveau de diplôme.
- La proportion de personnes déclarant consommer quotidiennement de l'alcool a diminué entre 2005 et 2010 puis de nouveau entre 2010 et 2017. En 2017, elle était plus faible en Île-de-France : 6,0 % contre 11,0 % dans le reste de la France métropolitaine.
- 14,7 % des Franciliens déclaraient avoir eu au moins une alcoolisation ponctuelle importante (API) par mois au cours de l'année, proportion plus faible que celle observée dans le reste de la France métropolitaine (16,6 %). Elle concernait davantage les hommes, les personnes de 18-30 ans et les plus diplômés.
- La proportion de personnes ayant eu une API mensuelle a augmenté entre 2005 et 2017 chez les 18-30 ans, les personnes ayant le bac et les étudiants. La prévalence des ivresses dans l'année a augmenté chez les 18-45 ans, les diplômés du bac ou plus, les personnes aux revenus élevés et les étudiants.
- En Île-de-France comme dans les autres régions, 12,0 % des femmes enceintes ou ayant eu un enfant au cours des cinq dernières années déclaraient avoir consommé de l'alcool alors qu'elles savaient qu'elles étaient enceintes, déclaration plus importante parmi les femmes aisées et diplômées du supérieur.
- Le fait d'avoir vécu avec une personne considérée comme gros buveur durant l'enfance ou l'adolescence semble être corrélé à la consommation d'alcool à l'âge adulte.

Nous remercions le « groupe Baromètre santé 2017 » de Santé publique France (Raphaël Andler, Chloé Cogordan, Romain Guignard, Christophe Léon, Viêt Nguyen-Thanh, Anne Pasquereau, Jean-Baptiste Richard, Maëlle Robert).

Les résultats présentés sont issus du travail d'analyse et d'interprétation des auteurs qui en sont seuls responsables.